

## LES NATIONS UNIES

ÉLECTION DE NATIONS MEMBRES AU CONSEIL  
DE SÉCURITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. GORDON GRAYDON (Peel): Puis-je demander au secrétaire d'Etat suppléant aux Affaires extérieures quand aura lieu la prochaine élection de Nations Membres au conseil de sécurité des Nations Unies, et quels membres sont censés se retirer du conseil de sécurité avant cette élection?

Le très hon. L.-S. ST-LAURENT (secrétaire d'Etat suppléant aux Affaires extérieures): La prochaine élection au conseil de sécurité pour une période d'une année qui doit se terminer en janvier 1947. On les remplacera par les pays désignés lors de l'élection qui aura lieu à la réunion de septembre de l'Assemblée générale.

## LE BUDGET

LE STATUT DE PERSONNE MARIÉE AUX FINS DE  
L'IMPÔT SUR LE REVENU

A l'appel de l'ordre du jour.

M. GORDON GRAYDON (Peel): Le ministre des Finances voudra-t-il, lors de la préparation du budget dont nous serons bientôt saisis, étudier favorablement la possibilité de permettre aux célibataires, veuves, veufs et personnes mariées mais séparées qui maintiennent un établissement domestique d'un seul tenant, de réclamer, aux fins de l'impôt sur le revenu, le statut de personne mariée?

Des VOIX: Règlement!

M. GRAYDON: J'espère que le Gouvernement ne refusera pas les conseils visant à améliorer le sort de la population canadienne.

Le très hon. J. L. ILSLEY (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, bien que j'aie été prévenu de cette question, je ne croyais pas, réellement, que l'honorable député chercherait ainsi à connaître d'avance le contenu du budget.

M. GRAYDON: Ce n'est pas là mon intention. J'ai simplement demandé au ministre d'étudier la question.

L'hon. M. McCANN: Favorablement.

M. GRAYDON: Je ne m'attends pas que le ministre des Finances divulgue quoi que ce soit du budget projeté.

## QUESTIONS OUVRIÈRES

## ENQUÊTE SUR L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. CLARENCE GILLIS (Cap-Breton-Sud): Le ministre du Travail me permettrait-il de lui poser une question que m'inspirent les demandes de renseignements qui me sont parvenues du syndicat des employés d'aciéries à Sydney (Nouvelle-Ecosse)? Le syndicat national des employés des aciéries et le ministre du Travail, du gouvernement provincial de la Nouvelle-Ecosse, ont-ils demandé au ministère du Travail d'instituer une commission en vue d'une enquête sur les salaires des employés des aciéries? Dans le cas de l'affirmative, le ministre pourrait-il nous dire qui fait partie de cette commission? Dans le cas contraire, le gouvernement songe-t-il à établir une commission à cette fin?

L'hon. HUMPHREY MITCHELL (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, la réponse est bien simple. La plupart des gens, surtout mon honorable ami, savent que la situation en nombre de régions du pays nous donne bien du fil à retordre. J'ai en effet reçu un télégramme du ministre du Travail de la Nouvelle-Ecosse m'invitant à nommer un commissaire au sujet du différend qui existe dans l'industrie sidérurgique. A ma connaissance, nous n'avons reçu aucune demande de la part du syndicat des employés des aciéries; mais j'ai l'intention de nommer prochainement un commissaire. Dès que ce sera fait, j'en informerai volontiers la Chambre.

## LA GRÈVE DES MARINS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. HUMPHREY MITCHELL (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, autant dire un mot tout de suite sur l'autre grande grève qui sévit au pays,—celle des marins,—car on ne manquera pas de m'interroger à ce propos. Les parties au différend sont plus près aujourd'hui de s'entendre qu'ils ne l'ont été jusqu'ici. Je crois pouvoir l'affirmer sans exagération. On me permettra de signaler aussi qu'on nous met aux prises avec toutes les difficultés habituelles à l'occasion de ce différend. Comme à l'ordinaire, des gens transformés en révolutionnaires du jour au lendemain ont prétendu donner des directives au syndicat des matelots. La semaine dernière, les communistes ont exploité leur vieux truc. Ils ont annoncé que je prendrais la parole à une assemblée de mes commettants, à Welland, ainsi que MM. Pat Sullivan, McLean et C. S. Jackson, représentant du syndicat des électriciens. On ne m'avait pas consulté. Quelqu'un s'est bien donné la peine de télégraphier une invitation à mon bureau, mais on a répon-